

Agir sur les changements climatiques : **vers un dialogue élargi à la société civile canadienne**

Un recueil de textes en réponse à
Agir sur les changements climatiques :
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,
un document de consensus lancé en mars 2015



Faculté des sciences





À PROPOS DE L'ORGANISATION

ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY RESEARCH CENTRE

LIETTE VASSEUR ET GARY PICKERING

Le Environmental Sustainability Research Centre (ou ESRC) est un des cinq centres transdisciplinaires à l'Université Brock et poursuit des recherches innovatrices sur l'environnement, la viabilité et la résilience sociale-écologique. Les buts sont: 1) de résoudre les problèmes environnementaux/sociaux complexes en favorisant une approche transdisciplinaire, en encourageant des réseaux universitaires avec d'autres institutions de renommée mondiale et en transformant la pensée scientifique en action; 2) de créer une communauté d'apprentissage vibrante qui génère des connaissances et développe des expertises à travers des enseignements innovateurs et 3) d'encourager les usages viables de notre environnement en engageant toutes les communautés qu'elles soient de pratique, de prise décisionnelle, artistique, autochtone, ou autres et en favorisant la mobilisation des connaissances du local au planétaire.

Madame Vasseur est professeure en sciences biologiques et membre du ESRC à l'Université Brock où elle tient la Chaire UNESCO en viabilité des communautés : du local au global. Monsieur Pickering est professeur en sciences biologiques et en psychologie à l'Université Brock. Il est aussi un membre fondateur du ESRC dans la même université.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER

lvasseur@brocku.ca

SITE INTERNET OFFICIEL

brocku.ca/environmental-sustainability-research-centre





Alimenter l'animal social :

comment engager les Canadiens dans l'atténuation des changements climatiques

Contexte

Malgré la publication de centaines de rapports et d'articles arbitrés démontrant les tendances reliées aux changements climatiques et leurs impacts, les actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la planification des stratégies d'adaptation demeurent limitées dans la plupart des pays du monde. La volonté politique manque, surtout dans les pays où l'exploitation des énergies fossiles demeure une priorité. Depuis le premier Sommet de la terre des Nations unies à Rio de Janeiro en 1992 et la reconnaissance de la dégradation environnementale, les nations ont mis en place des actions pour améliorer la vie humaine à travers des conventions internationales comme celle de la Convention cadre sur les changements climatiques des Nations unies (1992). Malheureusement, la CCCNU n'a pas été capable de faire avancer les priorités de la façon dont d'autres conventions l'ont fait. Le Protocole de Montréal, par exemple, qui a cherché à réduire les impacts des CFC sur la couche d'ozone, a pu rallier les pays et trouver des solutions. Le Canada était signa-

taire du Protocole de Kyoto de la CCCNU, avec l'espoir que l'atténuation serait intégrée dans le programme politique et mènerait à une réduction effective des émissions de GES. Cela n'a pas été le cas et les émissions de GES continuent à augmenter dans le pays. En effet, le Canada est maintenant au bas de l'Index de performance sur les changements climatiques pour les pays du G8 et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (30^e sur 30 en 2014), ne démontrant « ... aucune intention d'avancer sur les politiques sur le climat et [il] demeure donc détenteur de la pire performance de tous les pays industrialisés »¹.

Comme il est mentionné dans le rapport *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*, pour que notre pays puisse aller de l'avant et résoudre ce problème pernicieux, un changement urgent et soutenu est requis aux niveaux individuel, sociétal et politique. Bien que les sondages montrent que le monde

1 Burck, J., Marten, F., et Bals, C. (2014). The Climate Change Performance Index 2014. A Comparison of the 58 Top CO₂ Emitting Nations, <http://germanwatch.org>, page consultée le 3 septembre 2014.

est inquiet face à l'environnement², les attitudes n'ont pas changé et ne se sont pas traduites en action³ autant individuellement que politiquement. Identifier et comprendre les obstacles qui empêchent les Canadiens de s'engager, de maintenir une atténuation effective et des actions d'adaptation sont des étapes essentielles dans la définition d'une réponse socialement intégrée aux changements climatiques.

Barrières aux changements

Diverses barrières psychologiques empêchant l'action individuelle sur les changements climatiques ont été identifiées par de nombreux auteurs^{4,5,6}. Plusieurs barrières sont difficiles à surmonter. Par exemple, notre « ancien cerveau » a évolué pour porter attention aux enjeux immédiats reliés à l'exploitation des ressources et aux risques et besoins de notre propre groupe social. Cela rentre en conflit avec les genres de pensée et d'action nécessaire pour faire face aux enjeux globaux et les effets plus complexes des changements climatiques. De plus, la vision du monde incluant la croyance en la capacité du capitalisme avec un libre marché de résoudre tous les problèmes est un fort indice du scepticisme et de l'inaction. Cela est difficile à changer. Cependant

certains obstacles au changement sont moins ancrés et peuvent plus facilement être surmontés grâce à des politiques ciblées et intelligentes, des interventions sociales et la communication; ces obstacles sont présentés dans le Tableau 1⁷ (présenté à la page suivante).

Le scepticisme, et à l'extrême, le déni, face aux changements climatiques empêche l'action, mais cela varie selon le pays, la vision du monde, la culture, la religion et la tendance politique. Au Canada⁸, aux États-Unis⁹ et en Angleterre¹⁰, le scepticisme est fortement prédit par les valeurs politiques conservatrices et les faibles valeurs pro-environnementales. Le niveau global de scepticisme au Canada apparaît relativement bas, en comparaison de celui des États-Unis, avec seulement 8 % en accord avec l'énoncé « *Je ne crois pas que les changements climatiques sont un problème réel* »⁷. Cependant, près de 41 % des répondants canadiens croient que les changements climatiques sont un phénomène naturel¹¹. Ceci est significatif puisque la croyance dans les origines anthropogéniques – et non naturelles – des changements climatiques est le facteur le plus important pour prédire le vouloir des Canadiens à s'engager dans un comportement d'atténuation¹². Plusieurs autres

2 <http://www.theglobeandmail.com/news/national/canada-in-middle-of-the-pack-in-global-poll-on-environmental-concern/article24025494/>

3 Speth, J. G. (2004). *Red Sky at Morning: America and the Crisis of the Global Environment-A Citizen's Agenda for Action*. New Haven: Yale UP.

4 Kollmuss, A., et Agyeman, J. (2002). « Mind the gap: why do people act environmentally and what are the barriers to pro-environmental behavior? », *Environmental Education Research*, 8: 239–260.

5 Lorenzoni, I., Nicholson-Cole, S., & Whitmarsh, L. (2007). « Barriers perceived to engaging with climate change among the UK public and their policy implications », *Global Environmental Change*, 17: 445–459.

6 American Psychological Association (2009). *Psychology and Global Climate Change: Addressing a Multi-faceted Phenomenon and Set of Challenges*. Report of the American Psychological Association Task Force on the Interface Between Psychology and Global Climate Change, <http://www.apa.org/science/about/publications/climate-change.aspx>, page consultée le 9 septembre 2014.

7 Gifford, R., Kormos, C., et McIntyre, A. (2011). « Behavioral dimensions of climate change: drivers, responses, barriers, and interventions », *WIREs Climate Change*, doi: 10.1002/wcc.143.

8 Pickering, G. J. (2015a). « Head in the (Oil) Sand? Climate Change Scepticism in Canada », *Journal of Environmental and Social Sciences*, 2(2): 117.

9 Maibach, E., Roser-Renouf, C., et Leiserowitz, A. (2009). *Global warming's Six Americas 2009: an Audience Segmentation Analysis*. Yale University and George Mason University. New Haven, CT: Yale Project on Climate Change Communication.

10 Whitmarsh, L. (2011). « Scepticism and Uncertainty about Climate Change: Dimensions, Determinants and Change over Time », *Global Environmental Change*, 21(2): 690–700.

11 <http://www.ipsosglobaltrends.com/environment.html>

12 Pickering, G.J. (2015b). *Psychological Barriers to Climate Change Mitigation in Canadians: the Importance of Powerlessness, Perceived Risk, Uncertainty, and the Commons Dilemma*. 7th International Conference on Climate

Tableau 1. Barrières psychologiques à l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques qui peuvent être surmontées (adapté de Gifford et al.⁷)

	Barrières	Caractéristiques/Exemple
Autres personnes	<i>Normes et comparaisons sociales</i>	Nous comparons nos actions à celles des autres pour décider quelle sera la réponse « correcte » aux changements climatiques.
	<i>Inégalité perçue</i>	« ___ n'a pas changé son comportement, pourquoi je changerais? »
	<i>Risque psychologique</i>	On peut être critiqué ou rejeté par les autres si on s'engage dans des comportements d'atténuation et cela peut menacer son amour-propre.
Idéologies	<i>Être sauvé par la technologie</i>	Confiance excessive que la technologie va résoudre les problèmes associés aux changements climatiques et cela nous prémunit d'agir.
Raisonnement limité	<i>Ignorance</i>	Ne pas être au courant des impacts des changements climatiques ou ne pas savoir quelles actions nous pouvons prendre pour atténuer ou s'adapter.
	<i>Incertitude et scepticisme</i>	Le doute ou le déni face à l'existence des changements climatiques, ses causes anthropogéniques ou la contribution de nos propres actions.
	<i>Actualisation spatiale</i>	Si les impacts semblent être pire ailleurs, nous sommes moins motivés à agir dans notre environnement local.
	<i>Impuissance perçue</i>	On est moins prêt à agir quand on croit que nos actions ne feront pas de différence.
Comportement limité	<i>Ne faire que le minimum</i>	Nous faisons des changements faciles, mais de faibles impacts pour éviter les actions plus coûteuses, mais plus efficaces.
	<i>L'effet de rebond</i>	« Maintenant que j'ai cette voiture économe en carburant, je peux conduire plus loin » peut annuler les bénéfices d'avoir changé de voiture.
Investissements	<i>Coûts perdus</i>	« Pourquoi prendrais-je le transport en commun maintenant que je viens de dépenser mon argent sur cette voiture? »
	<i>Valeurs, buts et aspirations conflictuels</i>	Les changements climatiques ne sont pas hauts sur notre liste de priorités dans nos vies et peut être incompatibles avec certains de nos buts (par ex., génération de revenu).
	<i>Manque d'attachement à la place</i>	Nous sommes plus portés à prendre soin d'une place à laquelle nous sommes attachés qu'une à laquelle nous n'y sommes pas.
Méfiance et déni	<i>Méfiance</i>	Nous sommes moins enclins à nous impliquer dans l'atténuation ou l'adaptation si nous ne faisons pas confiance aux sources d'information (par ex., gouvernement ou scientifiques).
	<i>Inadéquation perçue du programme</i>	La plupart des programmes d'atténuation des changements climatiques sont volontaires et nous pouvons choisir de ne pas participer.
	<i>Réaction forte</i>	Certains d'entre nous réagissent fortement contre des politiques ou des conseils qui limitent notre liberté.
Risques perçus	<i>Risque financier</i>	Le coût d'investissement dans de nouvelles technologies l'emporte sur les bénéfices ou cela prend trop de temps de recouvrir l'investissement financier initial.
	<i>Risque fonctionnel</i>	Inquiétude que les nouvelles technologies (par ex., éoliennes) peuvent ne pas marcher ou causer des inconvénients.
	<i>Risque physique</i>	« Le bicycle est une bonne idée, mais il n'y a pas de voies pour les bicycles où je vis – c'est dangereux! »
	<i>Risque temporel</i>	« Nous pouvons dépenser un temps fou pour changer notre comportement pour découvrir que cela a échoué et nous avons perdu notre temps. »

barrières à l'engagement dans les comportements d'atténuation et d'adaptation, incluant l'impuissance, l'incertitude, le dilemme de la commune, les origines anthropogéniques et le risque perçu, ont aussi été identifiés dans certaines populations¹³. De ces barrières, le risque perçu et la croyance de l'influence de l'humain sur les changements climatiques sont les plus marquants chez les Canadiens adultes⁷.

Tandis que plusieurs personnes peuvent accepter que les changements arrivent, leurs réactions se font attendre. Dans un projet sur les perceptions des gens face aux événements extrêmes dans des communautés côtières de l'Atlantique Canada, Vasseur et al.¹⁴ ont trouvé que, malgré avoir eu des expériences avec les tempêtes, certaines personnes n'avaient pas appris de leçons et n'avaient pas de plans pour changer leurs actions. Individuellement, certains ne se sentaient pas vraiment affectés et ne voyaient pas l'importance de penser différemment ou d'agir maintenant ou dans le futur, expliquant qu'ils possédaient déjà une conscience environnementale et étaient préparés. Sur le plan communautaire, les tempêtes peuvent avoir augmenté le niveau de conscience, mais les gens ne voyaient pas de changement de comportement. Être conscient des changements climatiques et des tempêtes ne se traduit pas toujours en actions. Les membres des communautés basées sur les ressources peuvent ne pas séparer les risques associés aux changements climatiques des autres variations du climat qu'ils font face dans la vie quoti-

dienne¹⁵. Cela peut être vrai pour plusieurs autres communautés.

La résistance publique aux changements climatiques peut aussi être ancrée dans la peur que les actions requises conduiront à des changements drastiques dans le comportement et le consumérisme. Cette peur peut réduire encore plus l'acceptabilité sociale des Canadiens à agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. La sensibilisation du public et l'éducation ne suffisent pas à motiver les gens à agir (comme le démontrent les communautés côtières de l'Atlantique). La première étape n'est pas seulement d'acquérir les connaissances sur ce que sont les changements climatiques, mais aussi de bien comprendre. Sans un niveau critique de compréhension, il n'est pas possible pour les communautés d'accepter socialement le besoin d'agir. Au niveau communautaire, pour agir, il faut une gouvernance accrue où toutes les composantes de la société sont impliquées.

L'enjeu du jour et le pragmatisme

La taille globale écrasante des changements climatiques fait que les gens ne veulent pas agir et pensent plutôt que seuls les gouvernements peuvent faire quelque chose. Cela se lie encore une fois aux enjeux d'impuissance et d'incertitude introduits plus tôt, c'est-à-dire, « qu'est-ce qu'une personne comme moi peut faire dans une telle situation? » Une des raisons de ce désengagement est la séparation dans la gouvernance qui va du local ou municipal ou même provincial au national et l'international. Le système politique et électoral actuel, de courte durée amène les

Change: Impacts and Responses, Vancouver, 10-11 April, 2015.

13 Aitken, C., Chapman, R., et McClure, J. (2011). « Climate change, powerlessness and the commons dilemma: Assessing New Zealanders' preparedness to act », *Global Environmental Change*, 21: 752-760.

14 Vasseur, L., Znajda, S., et Plante, S. (2015). « How Coastal Community Members Perceive Resilience: A Case from Canada's Atlantic Coast », *Ecology and Society* (in review).

15 McLeman, R.A., Brklacich, M., Woodrow, M., Vodden, K., Gallagher, P., et Sander-Regier, R. (2011). Opportunities and Barriers for Adaptation and Local Adaptation Planning in Canadian Rural and Resource-Based Communities. Dans : Ford JD, Berrang-Ford L (eds) *Climate Change Adaptation in Developed Nations: from Theory to Practice*. Springer, London, 449-459.

gouvernements à aussi être pragmatiques et à prendre des décisions sur les enjeux urgents et populaires comme l'éducation, le développement économique, et la santé, plutôt que de regarder les enjeux plus globaux et de long terme comme les changements climatiques où les décisions n'auront probablement pas d'effet sur le désir d'être réélu. Les décisions gouvernementales sont souvent prises au prorata des niveaux de risque immédiat pour la population et le parti politique au pouvoir; avec des risques plus élevés, les décisions sont plus rapides à prendre¹⁶.

**Stratégies pour un changement :
accepter que nous fassions toutes
et tous partie de la solution**

Personne n'aime le changement. Accepter les changements et le besoin d'agir pour réduire les menaces des changements climatiques peuvent être un défi de taille pour les individus et les communautés. Cela peut se faire si les attitudes face à notre environnement changent. Les attitudes peuvent se définir comme les croyances ou les sentiments qu'une personne a face à un objet ou un enjeu et comment elle va réagir face à celui-ci¹⁷. Les attitudes environnementales se réfèrent souvent à ce que les gens considèrent une préoccupation environnementale. Dunlap et Jones¹⁸ (p. 365, traduction LV) ont défini la préoccupation environnementale comme « le degré auquel les gens sont conscients des problèmes reliés à l'environnement et

soutiennent les efforts pour les résoudre et/ou indiquent un désir de contribuer personnellement à la solution ». Cependant, passer de l'étape de sensibilisation à celle de l'engagement à trouver des solutions et à agir peut être incroyablement complexe. Les motivations morales et mentales à changer de comportement doivent être prise en considération¹⁶. L'atténuation se lie à des changements comportementaux et cela peut être menaçant pour l'identité, au style de vie ou au bien-être. Par exemple, l'attachement des personnes à leurs voitures est très fort en Amérique du Nord et l'idée d'avoir à en réduire son utilisation peut être un défi¹⁹. Convaincre les gens de ne pas voyager autant ou même de repenser à leur voyage peut représenter une étape importante, mais cela demeure difficile s'ils perçoivent ces actions comme une menace à leur attachement aux membres de leur famille ou aux amis, leur individualité et leur estime de soi²⁰.

Pourtant personne ne devrait avoir peur du changement. Nous contribuons toutes et tous aux changements climatiques et nous faisons donc partie de la solution. L'acceptabilité sociale est une première étape. Malgré l'inaction actuelle au niveau fédéral, nous pouvons toutes et tous agir. Il y a plusieurs petites actions immédiates qui peuvent être faites à la maison comme fermer les lumières, réduire le temps d'une auto au ralenti (surtout en hiver ou chez Tim Horton's), marcher au dépanneur (certainement plus sain) et réduire la température de la maison d'un degré en hiver (par exemple, de 21 à 20°C). Plusieurs de ces actions peuvent être bénéfiques non seulement pour l'environnement, mais aussi

16 Hultman, N.E., Hassenzahl, D.M., et Rayner, S. (2010). « Climate Risk », *Annual Review of Environment and Resources*, 35: 283–303.

17 Tarrant, M. A., et Cordell, H.K. (1997). « The Effect of Respondent Characteristics on General Environmental Attitude-Behavior Correspondence », *Environment and Behavior*, 29(5): 618–637.

18 Dunlap, R. E., et Jones, R.E. (2002). *Environmental Concern: Conceptual and Measurement Issues*. Dans R. E. Dunlap & W. Michelson (eds.), *Handbook of Environmental Sociology*, 482–524. En anglais : "the degree to which people are aware of problems regarding the environment and support efforts to solve them and/or indicate a willingness to contribute personally to their solution".

19 Prillwitz, J., et Barr, S. (2009). *Motivations and Barriers to Adopting Sustainable Travel Behavior*, ProST Working Paper, Department of Geography, University of Exeter.

20 Murtagh, N., Gatersleben, B., et Uzzell, D. (2012). « Self-Identity Threat and Resistance to Change: Evidence on Regular Travel Behaviour », *Journal of Environmental Psychology*, 32(4): 318–326.

pour votre portefeuille. Les entreprises ont aussi plusieurs options qui peuvent les aider à économiser de l'argent. L'inaction n'est pas une excuse et ultimement il en coûtera substantiellement plus cher aux contribuables. Ne pas agir maintenant conduira à plus de problèmes pour les enfants de demain. Avez-vous discuté de l'héritage que vous allez leur laisser?

Augmenter la sensibilisation du public et l'engagement au niveau communautaire reste important²¹. En impliquant les communautés locales dans des exercices comme une discussion en table ronde ou la cartographie participative²², il est possible de construire un environnement interactif et collaboratif où les points de vue et les préoccupations sont intégrés. De telles approches peuvent aider à augmenter le niveau d'acceptabilité sociale dans les communautés. En créant un milieu où le comportement face aux changements climatiques est vu de plus en plus comme une norme peut devenir une stratégie efficace. Par exemple, les Canadiens rapportent que le fait de « paraître niais, car je suis seul à agir » est un facteur important dans leurs prises de décision sur les actions qui pourraient affecter les changements climatiques⁷. La peur d'être perçu niais est significativement corrélée avec les facteurs mentionnés plus tôt et suggère que si l'action devient la « norme », le taux de participation publique pourrait augmenter remarquablement. L'engagement des communautés dans les processus d'atténuation et d'adaptation par des initiatives locales d'action participative peut aider les gens, comme groupe, à s'identifier à l'enjeu des changements

climatiques et leur faire comprendre qu'ils font partie de la solution. Cette augmentation de l'appropriation du problème à travers un processus d'acceptabilité sociale enterme le sentiment d'« être niais si je fais quelque chose ». À l'échelle communautaire, les individus peuvent, ensemble, se sentir plus capables et investis dans le mouvement.

La gouvernance multiniveaux est nécessaire afin de faire des liens entre ce que les gens peuvent faire au niveau local et comment cela se lie aux niveaux national et provincial. La planification et la prise de décision doivent être bien gérées, avec des agences administratives déjà en place lorsque nécessaire afin d'atteindre tous les niveaux de gouvernance. Les humains sont à la fois individualistes et sociaux de nature et pour résoudre les présents défis liés aux changements climatiques nous avons besoin de réconcilier les politiques nationales de haut niveau avec les stratégies locales (communautaires) en soulignant l'important des modes de vie, le bien-être, la conservation environnementale et la bonne gouvernance pour le présent et le futur²³. Cela demandera une transformation extrême des prises de décisions, embrassant la gouvernance adaptative comme étape clé vers un pays plus résilient face aux changements climatiques.

Pour y arriver, un processus étape par étape est requis. S'assurer que les changements climatiques deviennent une priorité pour les Canadiens est une étape majeure qui peut inclure en premier des étapes progressives comme l'amélioration de l'efficacité énergétique ou la compréhension de nos habitudes de consommation. Bientôt, des actions ayant des impacts plus importants sur les changements climatiques devront être initiées,

21 Scyphers, S.B., Picou, J.S., Brumbaugh, R.D., et Powers, S.P. (2014). « Integrating Societal Perspectives and Values for Improved Stewardship of a Coastal Ecosystem Engineer », *Ecology and Society*, 19(3): 38–55.

22 Frazier, T.G., Wood, N., et Yarnal, B. (2010). « Stakeholder Perspectives on Land-Use Strategies for Adapting to Climate-Change-Enhanced Coastal Hazards: Sarasota, Florida », *Applied Geography*, 30: 506–517. doi:10.1016/j.apgeog.2010.05.007.

23 Vasseur, L., et Jones, M. (2015). *Adaptation and Resilience in the Face of Climate Change: Protecting the Conditions of Emergence through Good Governance*. GSDR Brief. <http://www.gsdr2015.wordpress.com>.

lesquelles demanderont probablement des appuis financiers ou d'autres incitations, autant pour les entreprises que pour les citoyens. La taxe de carbone n'est qu'une des options possibles pour encourager la réduction des émissions. Pour les citoyens, les incitations directes (comme une réduction d'impôt) seront plus intéressantes. Finalement,

le besoin urgent de recherche appliquée se fait sentir pour mieux comprendre la relation entre les représentations sociales et l'action et les stratégies optimales de communication et de message afin d'engager complètement les Canadiens à prendre part aux actions nécessaires pour adresser ce défi pernicieux et existentiel.





À PROPOS DE L'INITIATIVE

DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques